

Féminisme 6

Travail reproductif:
un enjeu au cœur
des mobilisations

Écologie 9

Dans le regard
terrifié des animaux:
le matérialisme

International 10

Le moteur impérial
du fascisme

Racisme 12

Entre marxisme
et tradition radicale
noire

SPÉCIAL UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DE SOLIDARITÉS

Édito

APPRENDRE PAR ET POUR LES LUTTES

L' université de printemps de solidarités aura lieu du vendredi 16 au dimanche 18 mai prochains, à Torgon en Valais. Ces trois jours seront l'occasion pour nos camarades et sympathisant-es de s'extraire momentanément du rythme incessant des luttes et de la vie

quotidienne, pour apprendre et se former politiquement.

Au-delà de sa dimension proprement formatrice, l'université de printemps permettra surtout de renforcer les liens entre militant-es et sympathisant-es des différentes sections de solidarités.

Dans son rapport à la formation politique, le camp de l'émancipation fait aujourd'hui face à un sérieux défi. D'une part, l'histoire s'accélère et les périls sont énormes – crise écologique et menace fasciste. D'autre part, les mouvements sociaux n'ont jamais cessés, voire se multiplient. Cette dynamique ne se traduit

toutefois pas nécessairement en intérêt massif pour la formation politique comme pour l'apprentissage de l'histoire des luttes.

Il y a le risque de l'activisme à tout prix, de l'engagement pour l'engagement, avec son lot de frustration, d'isolement et d'épuisement. Il y a la tendance à la fragmentation des luttes, ainsi que celle du sectarisme. Il y a encore l'écueil de la formation pour elle-même, avec son élitisme intellectuel et son détachement des luttes et de la vie réelle. ➔

Monde du travail

PAIX DU TRAVAIL ET CONCORDANCE POLITIQUE, UNE RECETTE DURABLE

Il y a enfin le danger de ne pas penser le monde tel qu'il évolue, de se réfugier dans de vieux schémas, avec leur lot d'erreurs politiques et d'impuissance à faire face aux défis qui se dressent contre l'émancipation de tou-texs. Contre tout cela, il est nécessaire de lier la formation théorique et l'apprentissage direct par les luttes actuelles comme par celles du passé.

Un lieu d'échange et de discussion comme notre université de printemps vise précisément cet objectif, car la théorie sans pratique est inutile, mais la pratique sans théorie est aveugle.

Le programme du week-end est articulé autour d'un fil rouge – la montée des droites autoritaires et réactionnaires et le retour des conflits inter-impérialistes – et d'une variété d'enjeux de luttes. Composé sur la base d'un appel interne absolument libre, il reflète la diversité des luttes qu'investissent les militant-es de solidarité.

Ce programme exprime ainsi notre attachement à un marxisme ouvert sur les luttes sociales de notre temps, lucide sur leurs limites, mais cherchant à apprendre d'elles et se tenant toujours à leurs côtés.

Le week-end s'ouvrira avec une plénière sur les luttes anti-impérialistes dans le désordre mondial. Il se conclura par une plénière sur la nécessité et les stratégies d'alliance pour la gauche radicale. Entre deux, une troisième plénière sur la possibilité du fascisme et de nombreux ateliers sur les mobilisations paysannes, les attaques patronales sur les salaires, l'antisémitisme et ses instrumentalisation, la mémoire de luttes sociales en Suisse, le Nouveau Front Populaire en France, la cause animale, le l'enjeu du travail reproductif, les stratégies de luttes écologistes, l'impérialisme suisse ou encore les luttes trans pour l'autonomie médicale.

Nous avons pensé ce numéro du journal comme une base pour préparer quelques-unes des discussions passionnantes qui s'annoncent.

Le tout dans une ambiance collective, en partageant les repas et les soirs de fête, pour repartir enrichi-es et prêt-es à continuer la lutte tant qu'il le faudra.

Antoine Dubiau Guillaume Matthey

AGENDA

GENÈVE

JE 15 MAI



LE FIL ROUGE: CHERS CAMARADES

Projection de *Chers camarades* de Andreï Kontchalovski (RU, 2020, 121'), suivi d'une discussion autour des thèmes du film.

18 h 30 **Fonction cinéma**

Synopsis : « En 1962, après l'augmentation du prix des denrées alimentaires, les ouvriers d'une usine soviétique se mettent en grève. Le gouvernement décide d'ouvrir le feu sur les ouvriers. Lyudmila, dirigeante du Parti, assiste au massacre. Dans le chaos général, elle se rend compte que sa fille a disparu... »

GENÈVE

VOTATIONS DU 18 MAI

NOS RECOMMANDATIONS DE VOTE

« J'Y VIS, J'Y PAIE »	NON
Contreprojet	NON
Question subsidiaire	Contreprojet
INITIATIVE SOLAIRE	NON
Contreprojet	OUI
Question subsidiaire	Contreprojet
NBRE DE SIGNATURES EN MATIÈRE CONSTITUTIONNELLE	OUI
ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU POUVOIR JUDICIAIRE	OUI
RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE DU POUVOIR JUDICIAIRE	OUI

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarité!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum
 Éditeur
 Journal solidarités
 Case postale 2089
 1211 Genève 2
 T +41 22 740 07 40
 E journal@solidarites.ch
 W solidarites.ch/journal

Titre
 5 000 exemplaires
 17 n° par an
 Comité éditorial
 Clara Almeida Lozar
 Nadia Badoui
 Clément Bindshaedler
 Antoine Dubiau
 Guillaume Matthey
 Carl Studer

Noémie Rentsch
 José Sanchez
 Thomas Vachetta
 Léon Violet
 Relecture
 Luna Alloux
 Pierre Conscience
 Nathalie Delbrouck
 Anouk Essayad
 Zélie Stauffer

Françoise Wos
 Maquette et mise en page
 Nils Wehrspann
 Couverture
 Nils Wehrspann
 en collaboration avec
 Zély Gremion

Abonnements
 Animal
 Étudiant·e·s, chômeur·e·uses, AVS/Al...
 3 mois à l'essai
 Pour payer :
 CCP 17-216950-1
 IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
 Demandez d'abonnement et changements d'adresse :
 ▶ abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
 Genève
 25, rue des Gares
 Case postale 2089
 1211 Genève 2
 T +41 22 740 07 40
 E info@solidarites.ch
 W solidarites.ch/geneve

Neuchâtel
 Case postale 3105
 2001 Neuchâtel
 T +41 79 473 83 81
 E ne@solidarites.ch
 W solidarites.ch/ne

Vaud
 5 place Chauderon
 1003 Lausanne
 T +41 79 402 28 74
 E vaud@solidarites.ch
 W solidarites.ch/vaud

Défilé du 1^{er} Mai 2025 à Genève

Monde du travail National

PAIX DU TRAVAIL ET CONCORDANCE POLITIQUE, UNE RECETTE DURABLE

Un atelier aura pour thème « politiques patronales en matière de salaires et réponses syndicales ». Quelques questions à notre camarade José Sanchez pour présenter ce sujet. Il a milité dans le syndicat FTMH (ancêtre d'UNIA) et a été membre d'une opposition interne connue sous le nom de « Manifeste 77 », puis il a rejoint le SSP dont il fut un président de la région Neuchâtel et membre du Comité national. Son parcours syndical s'est aussi étoffé avec une activité de juge prud'homme sur 20 ans dans le secteur de l'industrie.

Que peut-on dire de la situation des syndicats en Suisse ?

Comme dans d'autres pays, le mouvement syndical a été affaibli par les différentes crises économiques et le chômage de masse qui s'est installé. Les politiques de dérégulation, de démantèlement des droits des travailleur·ses aussi bien dans le secteur privé que public ont contribué à réduire les effectifs et la visibilité des syndicats. Après chaque crise, le chômage résiduel était en augmentation, favorisant chaque fois une précarité accrue. La mondialisation a produit une concurrence entre salarié·es de nombreux pays et a introduit massivement des modifications structurelles dans le monde du travail (type de contrats, précarité des emplois et des salaires).

La dégradation des conditions dans le monde du travail s'est installée comme une fatalité. Que le canton de Neuchâtel (région très industrielle et exportatrice) compte

15 % de sa population en situation de pauvreté ne fait pas la une du 19 h 30. Mais dans le paradis helvétique, d'autres facteurs structurels jouent aussi un rôle majeur.

Quels sont ces autres facteurs structurels de l'affaiblissement du mouvement syndical ?

En Suisse, il y a deux particularités majeures qui ont accentué cet affaiblissement. Ce sont les deux faces d'une même pièce, l'attachement à une politique active de collaboration de classe.

Il s'agit en premier lieu des coalitions politiques existant à différents échelons institutionnels, y compris national. C'est la plus visible et la plus médiatisée des politiques de concordances sociales. La gauche gouvernementale approuve et couvre des politiques d'austérité et de démantèlement dans beaucoup de domaines (assurance-chômage, assurances sociales, droit

du travail, etc). Les conséquences ne touchent pas seulement les employé·es du secteur public, mais l'ensemble des classes travailleuses.

Quel pays européen peut se prévaloir d'un gouvernement national avec la même composition depuis 1959 ? Cette stabilité donne un avantage décisif aux forces capitalistes pour réduire le prix de la force de travail. Exemple caricatural, c'est un conseiller fédéral membre du PSS qui a vendu l'escroquerie du deuxième pilier. Et la liste est très longue !

Le deuxième facteur décisif pour l'ensemble de la bourgeoisie suisse est l'existence de la « paix du travail » entre les organisations patronales et syndicales dans la majorité des secteurs économiques, et qui précède (1937) la présence du PSS au Conseil fédéral.

Le renoncement à des mesures de lutte sur le lieu de travail ne permet pas de « négocier » avec

un rapport de force suffisant et de tenir tête aux attaques patronales. Cela se traduit par une conception bourgeoise de la société et des rapports salariaux. La primauté, ce sont les intérêts des capitalistes, présentés comme défendant « l'intérêt général ». La défense de « notre économie » (sic !) est au cœur de ce consensus, ce qui implique une subordination complète des intérêts vitaux des classes populaires, le maintien des salaires réels, des emplois ou des salaires indirects pour la vieillesse par exemple.

Bien entendu, l'existence de la « paix du travail » dans le domaine conventionnel ne va pas effacer les confrontations et éviter les conflits sociaux. Mais ceux-ci restent trop souvent isolés et résultent de circonstances particulières (mécontentement aigu, noyau syndical atypique et combatif).

Ainsi les mouvements revendicatifs d'ensemble sont rares. Néanmoins, il faut saluer le mouvement féministe pour avoir déclenché, en 1991, la première grève des femmes, puis ces dernières années les grèves féministes, comme des mouvements remarquables, par leur étendue nationale et par la radicalité de leurs revendications. Elles ont montré un chemin à suivre.

Des lueurs d'espoir dans cet environnement ?

Rejoindre un syndicat (en y adhérant, voire en y exerçant des fonctions de secrétaire permanent) est nécessaire mais insuffisant. Pour tenter de surmonter certaines de ces difficultés, la mise sur pied d'une coordination interprofessionnelle permanente de militant·es syndicaux·ales au niveau national serait souhaitable et serait un premier pas pour regrouper des forces syndicales avec un horizon dépassant la seule entreprise, branche ou canton.

Une telle coordination permettrait de surmonter l'épuisement et l'isolement dans les fédérations actuelles. Au cours d'une ou deux rencontres annuelles, les participant·es pourraient échanger sur des luttes en cours ou en devenir, de préparer des échéances (congrès ou assemblées syndicales), d'intervenir sur des conflits ou sur des manifestations importantes (par exemple aux manifestations sur les salaires organisées par l'USS), de produire de manière collective des réflexions sur des sujets en cours. Améliorer l'organisation des forces critiques est un pas nécessaire pour contester la paix sociale et ses conséquences.

Propos recueillis par la rédaction

LE CAPITALISME CONTRE LA MONDIALISATION

Le développement économique et politique de la Chine initiée par les successeurs de Mao Tsé-toung n'a cessé de surprendre. Le nouvel horizon fixé par la direction de Xi Jinping de devenir la première puissance mondiale économique, technologique et militaire va-t-elle se réaliser ? Quelles sont les contradictions que le régime chinois va affronter dans cette perspective ? Entretien avec l'économiste Benjamin Bürbaumer, invité à notre université de printemps.

Quelles conséquences pourrait avoir le retour au pouvoir de Donald Trump sur les relations entre les États-Unis et la Chine ?

Beaucoup d'analystes de la politique mondiale mettent en avant des raisonnements individualisants de type « Trump est plus nationaliste et agressif que son prédécesseur, et c'est pour cela que la situation mondiale se dégrade ». Pourtant, Trump n'est pas simplement un fâcheux accident de l'histoire, un homme d'un autre temps tombé du ciel. En réalité, plus qu'une cause, il est avant tout un symptôme – le symptôme d'une rivalité inter-impérialiste croissante entre les États-Unis et la Chine.

Fondamentalement, Trump fait ce que les locataires de la Maison blanche font depuis 10 ans : chacun radicalise un peu plus l'hostilité envers une Chine, qui tente effectivement de remplacer la supervision étasunienne de la mondialisation par un marché mondial sous contrôle chinois. Voilà ce qu'indique une analyse de la situation du point de vue de l'économie politique internationale.

Si Trump n'est donc pas aussi exceptionnel qu'on pourrait le croire, il ne conserve pas moins des particularités. Son recours massif aux droits de douane le distingue d'une politique commerciale plus ciblée sous Joe Biden, tout comme ses tentatives d'extorsion envers les alliés des États-Unis le différencient des autres présidents étasuniens qui voyaient dans l'alliance un multiplicateur de puissance. Ainsi, Trump montre au monde en-

tier à quel point la participation à la mondialisation dépend du bon vouloir des États-Unis. Le mythe du marché autorégulateur n'a plus la moindre crédibilité. Au contraire, le marché mondial est de plus en plus reconnu comme une source de vulnérabilité politique.

En conséquence, la Chine va chercher à accélérer ses tentatives de contourner les infrastructures physiques, numérique, monétaire, technique et militaire sous contrôle étasunien, sur lesquels reposent la mondialisation. Car c'est ce contrôle qui permet, à l'heure actuelle, aux États-Unis d'enregistrer des profits extraordinaires et d'exercer un pouvoir politique extraterritorial. En d'autres termes, Trump incite la Chine à renforcer la mise en cause de la supériorité politique et économique étasunienne, ce qui produira des réactions encore plus hostiles à Washington. Trump est donc l'amplificateur d'une conflictualité, dont les racines profondes dépassent chaque dirigeant politique individuel car elles se trouvent dans le fonctionnement même du capitalisme.

Comment définiriez-vous aujourd'hui la Chine sur les plans politique, économique et militaire ?

La Chine est un pays capitaliste en situation de suraccumulation flagrante. Depuis son retour plein et entier au monde capitaliste à partir des années 1980, le parti-État a mené des politiques hautement favorables aux entreprises. La planification a fortement reculé au profit de logiques marchandes :

libéralisation des prix, privatisations, autorisation des licenciements, démantèlement du service public, ... En somme, l'économie a été radicalement réorganisée autour du principe du profit, y compris dans les entreprises qui restent formellement sous contrôle étatique.

Au passage, une série de mesures ont été prises afin d'attirer des capitaux étrangers, et ce avec l'objectif d'adapter l'économie chinoise à la concurrence : suppression du monopole public du commerce extérieur, mise en place de zones franches avec un droit du travail et une fiscalité dérogatoire, rapatriement des profits, ouverture des marchés financiers aux étrangers. La Chine, avec ses millions de travailleur-ses bon marché, et comparativement en bonne santé et bien formé-es, est donc une source de profit particulièrement attractive pour le capital des pays les plus riches, les pays européens et les États-Unis en tête.

Dans l'optique de favoriser le développement capitaliste, les autorités chinoises ont maintenu le niveau de rémunération des travailleur-ses à un niveau faible. L'une des conséquences macroéconomiques de cette configuration est une forte suraccumulation depuis plusieurs décennies, et qui s'est particulièrement accentuée depuis la crise de 2008-09. En conséquence, la Chine est contrainte d'exporter des marchandises et des capitaux. La Chine contemporaine est une illustration frappante du caractère inégal et combiné du développement capitaliste.

Régulièrement, on entend des commentateurs recourir à un argument d'inspiration keynésienne selon lequel il suffirait de basculer le régime d'accumulation chinois vers la consommation intérieure pour mettre fin aux déséquilibres économiques et aux problèmes sociaux qui en découlent. Or, cet argument ignore les ramifications politiques de l'accumulation du capital. La hausse de la rémunération des travailleurs indispensable à un tel basculement est susceptible d'exercer une pression sur une rentabilité du capital. On pourrait objecter qu'une telle hausse pourrait stimuler les profits par le biais d'une consommation accrue. Mais encore aurait-il fallu que les dirigeant-es d'entreprise en soient convaincu-es.

Or, face à cette éventualité, ils et elles ont la certitude que leurs coûts de production augmenteraient, tout en nageant en pleine incertitude quant à la répartition des profits potentiels. Mieux vaut éviter de se faire siphonner ces profits par les concurrents en s'opposant à une réorientation fondamentale de l'économie. Un basculement se heurterait aussi à la fraction du capital chinois (et étranger) qui tire ses bénéfices de sa fonction de fournisseur à bas coût dans les chaînes globales de valeur. Son opposition à l'amélioration du pouvoir de négociation des travailleurs est farouche.

Par ailleurs, la réorientation vers la consommation intérieure n'est pas sans risque pour le Parti communiste chinois (PCC). Afin d'en prendre la mesure, il convient

Le président de la république populaire de Chine Xi Jinping visite un centre d'innovation à Shanghai, 29 avril 2025



de rappeler que la libéralisation fut synonyme de chômage massif en Chine. Dans son fameux texte sur les aspects politiques du plein-emploi, l'économiste Michał Kalecki indique que la disparition du chômage implique la disparition de son effet disciplinaire : « *la position sociale du patron serait ébranlée et l'aplomb et la conscience de classe de la classe ouvrière augmenteraient. Les grèves pour les augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail créeraient des tensions politiques.* » Or le seul tabou absolu de quarante ans de réformes en Chine était celui du pouvoir du PCC. Hors de question d'alimenter des troubles politiques.

Par conséquent, plutôt que de renforcer la consommation populaire domestique, les autorités chinoises privilégient la conquête du marché mondial – au risque d'entrer de plus en plus frontalement en collision avec l'État dont la grande stratégie visait à promouvoir son capital transnational : les États-Unis.

La Chine bénéficie d'une image relativement positive dans les pays du Sud global, contrairement aux États-Unis et à l'Europe. Peut-on considérer que ce pays est un pays impérialiste ?

Selon Rosa Luxemburg, l'impérialisme désigne les tensions entre grandes puissances résultant du processus d'accumulation du capital. La Chine contemporaine cherche précisément à soulager sa suraccumulation domestique par la conquête du marché mondial.

Cette démarche se heurte directement aux États-Unis, qui supervisent le marché mondial depuis des décennies. La Chine voudrait se débarrasser de cette source de vulnérabilité en tentant de remplacer la mondialisation – ce processus sous supervision américaine – par un marché mondial sino-centré. Cela signifie concrètement le remplacement des infrastructures physiques, numériques, monétaires, techniques et militaires américaines, sur lesquels reposent les transactions économiques mondiales à l'heure actuelle.

Tout comme les États-Unis, la Chine vise à masquer la nature impérialiste de sa démarche par le déploiement d'un projet hégémonique. En effet, la supervision de la mondialisation tout comme sa contestation ne peuvent être le fruit de l'action d'un unique pays. Le concept gramscien d'hégémonie permet de comprendre qu'une grande puissance ne l'est durablement qu'à la condition de créer une adhésion volontaire des pays soumis à son autorité. Pour les mêmes raisons, la contestation de l'hégémon exige un projet de réorganisation suffisamment captivant pour produire un effet d'entraînement sur des pays tiers. La puissance contestataire doit être un pôle d'attraction.

Le projet hégémonique chinois a fait des progrès notables au cours des 15 dernières années. La Chine a fourni énormément de vaccins contre le covid à de nombreux pays périphériques à l'heure où les États-Unis étaient

trop préoccupés à protéger les rentes de leurs compagnies pharmaceutiques. Elle pratique une diplomatie de l'éducation très performante alors que les universités étasuniennes exigent des frais d'inscription monumentaux et se ferment de plus en plus aux étudiant-es étranger-es. À travers les Nouvelles routes de la soie, la Chine n'allège pas seulement ses problèmes de suraccumulation, elle finance aussi la construction d'infrastructures physiques dans de nombreux pays pauvres où les routes, les réseaux électriques et les chemins de fer ont été délaissés justement en raison du Consensus de Washington.

La Chine bénéficie également du fait que la politique étrangère de Washington est largement perçue comme hypocrite. Ce reproche est devenu plus saillant face aux réactions contrastées concernant la situation à Gaza et en Ukraine. De multiples pays périphériques ont relevé avec amertume le traitement particulier réservé aux seules victimes ukrainiennes par rapport aux dizaines de milliers de victimes en Palestine. Ils ont également remarqué que les sommes toujours si difficiles à débloquer pour le développement ont été facilement mobilisées pour armer l'Ukraine ou Israël. Dans cette situation, la Chine se positionne comme nouvel intermédiaire pour la gestion des conflits internationaux – tout comme, face à Trump, elle se place en défenseure d'un ordre mondial multilatéral et ouvert. Cette démarche a fortement

contribué à améliorer l'image de la Chine en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Bien que ce positionnement, tout comme sa diplomatie sanitaire, éducative et culturelle et ses financements puissent temporairement répondre à de véritables besoins des pays de la périphérie, la Chine ne le fait pas par charité. Elle le fait pour trouver une solution spatiale à sa suraccumulation.

Et même si elle reste loin de l'interventionnisme militaire étasunien, qui, ces 20 dernières années, a causé plus de 4,5 millions de mort-es en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, en Syrie et au Yémen, elle augmente fortement ses dépenses militaires et adopte une démarche de plus en plus musclée en Mer de Chine méridionale, notamment contre les alliés les plus proches des États-Unis. Cela la place directement sur les rails de la confrontation avec Washington qui, en particulier depuis le pivot asiatique et grâce à ses innombrables bases militaires dans la région et à ses dépenses militaires exorbitantes, a de facto transformé les océans indien et pacifique en eaux étasuniennes.

Propos recueillis par Juan Tortosa



Benjamin Bürbaumer, *Chine/ États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, La Découverte, 2024

TRAVAIL REPRODUCTIF: UN ENJEU FÉMINISTE AU CŒUR DES MOBILISATIONS

Un ouvrage publié par l'historienne Fanny Gallot revient sur la longue histoire de la question du travail reproductif, de sa répartition et de sa valorisation. L'atelier organisé sur cette thématique lors de notre université de printemps prolongera ces réflexions.

Dans le renouveau des mobilisations féministes qui traversent la planète depuis maintenant presque une décennie, la question du travail reproductif, de sa répartition genrée et de sa (non-)valorisation, occupent une place centrale. Le travail reproductif est généralement divisé en deux versants; l'un gratuit, qui s'effectue principalement au sein de la cellule familiale hétéronormée, l'autre rémunéré dans des secteurs comme la santé et les soins, l'éducation ou encore l'économie domestique.

Ensemble, ils forment un vaste domaine d'activités absolument essentielles pour le fonctionnement des sociétés capitalistes contemporaines et pourtant constamment mises sous pression, débouchant sur une véritable crise de la reproduction sociale. Cette crise se traduit notamment dans les coupes toujours plus importantes annoncées par les gouvernements dans le financement des services publics, mais aussi dans la

marchandisation de plus en plus importante d'activités qui relevaient jusqu'alors généralement du travail domestique non rémunéré et que des femmes blanches et privilégiées délèguent désormais à des femmes racisées et migrantes, dans des conditions de travail qui renforcent toujours plus la précarité dans laquelle se trouvent ces dernières.

Le travail reproductif, un objet privilégié pour visibiliser les femmes en lutte

Partant du cas français, l'historienne Fanny Gallot montre – dans son dernier ouvrage *Mobilisées! une histoire féministe des contestations populaires* – que les mobilisations prenant pour objet le travail reproductif (dans sa version gratuite comme salariée), sa répartition et sa revalorisation ont traversé l'histoire de la contestation féminine et féministe depuis la seconde moitié du 20^e siècle au

moins. Dans des périodes où le mouvement féministe connaissait des phases de mobilisations importantes (comme dans les années 1970 ou pour la période actuelle), mais aussi dans celles où ce mouvement est considéré comme affaibli (les années 1980 à 2000).

Fanny Gallot offre un impressionnant panorama des modalités par lesquelles cet enjeu est thématiqué dans les revendications pour une meilleure conciliation des rôles de maîtresse de maison, de mère et de travailleuse agricole, portées par des organisations comme la Jeunesse agricole catholique féminine dans les années d'après-guerre; dans les débats portant sur l'introduction d'un salaire ménager ou la collectivisation de ces tâches et leur financement par les politiques publiques; ou encore dans les grèves menées par des coordinations infirmières à la fin des années 1980, ou celles des femmes de chambre des hôtels du secteur du luxe dès le début des années 2000.

Adoptant un cadrage large de ce que cette catégorie peut recouvrir, l'ouvrage évoque aussi bien les luttes menées par des travailleuses du sexe des années 1970 aux années 2000 pour leur accès à la sécurité sociale et au système de retraite, que celles des femmes de la Confédération paysanne mobilisées contre les politiques néolibérales dans la seconde moitié des années 1990, ou encore les « expressions féministes contre la réforme des retraites » de 2019. Il adopte par ailleurs une approche sensible à la consubstantialité des rapports sociaux pour analyser comment la construction des mobilisations féminines/ féministes populaires, et à la manière dont des enjeux liés au travail reproductif trouvent à s'exprimer dans ces mobilisations, sont traversés par des dynamiques inscrites au cœur des rapports sociaux de genre, mais aussi de race et de classe.

Une entrée par le travail reproductif permet ainsi d'éclairer une contradiction fondamentale soulignée par l'auteurice dès l'introduction : si la participation des femmes aux mobilisations collectives est généralement cadrée comme un phénomène surprenant et exceptionnel par les médias, les représentants politiques ou même les militants, c'est plutôt l'invisibilisation de cette participation qui devrait nous étonner, tant les femmes sont présentes de manière transversale dans des mouvements de contestation en tout genre tout au long de la seconde moitié du 20^e siècle et durant les premières décennies du 21^e.

Connaitre notre histoire pour lutter aujourd'hui

Pour les militantes féministes engagées aujourd'hui dans des luttes autour du travail reproductif, ce livre est un outil précieux pour nous réinscrire dans une histoire de lutte du temps long, nous rappeler que d'autres avant nous se sont mobilisées pour visibiliser les tâches de la reproduction sociale et leur caractère essentiel dans l'espace public, mais aussi au sein même des organisations militantes et syndicales, traversées par des rapports de domination genrés et qui reproduisent encore trop souvent cette invisibilisation.

Noémie Rentsch

Manifestation du 8 mars 2025, Genève



Fanny Gallot, *Mobilisées! une histoire féministe des contestations populaires*, Paris, Seuil, 2024

LUTTES TRANS POUR L'AUTONOMIE MÉDICALE: LE CAS DU CHUV

Les luttes trans pour l'accès à la santé sont un véritable chemin de croix, et souvent un cri dans le désert. Car même quand des avancées surviennent, elles sont souvent bien insuffisantes, voire contradictoires. C'est pour cette raison qu'un groupe de travail de la Grève féministe s'attèle à défendre l'accès aux soins et l'autonomie médicale des personnes trans, et l'émancipation de leurs corps.

Sans rentrer dans des débats théoriques et conceptuels sur la place de la médicalisation dans la construction des sujets politiques trans, l'accès libre à des soins transaffirmatifs [qui soutiennent la légitimité d'être trans, nldr] est une nécessité matérielle de survie dans une société transphobe. L'accès à des hormones, des chirurgies et d'autres prises en charge (épilation définitive, orthophonie, ...) cristallise les conditions de possibilité d'une autonomie corporelle trans, à l'inverse, les entraves à leur accès caractérisent sa répression.

La structuration du champ médical de prise en charge trans en Suisse romande, bien que celui-ci soit composé de réseaux privés ayant leurs propres travers, donne une place centrale aux centres hospitaliers comme le CHUV. Pour les personnes trans isolées, peu ancrées dans la communauté trans et dont les professionnel·les de santé sont les moins au courant des prises en charge transaffirmatives, le centre hospitalier est perçu comme l'unique ou la principale solution.

La méconnaissance, l'isolement et parfois la naïveté propres au début de beaucoup de parcours de transition doivent être prises en compte pour comprendre la situation de vulnérabilité spéci-

fique dans laquelle sont mises de nombreuses personnes trans. De multiples retours de violences qui résultent de cette posture précaire nous amènent à considérer les violences qui s'y jouent comme un enjeu central de la lutte pour l'autonomie corporelle et médicale trans.

Une institution totalisante à subir ou à fuir

La constitution de l'unité de dysphorie de genre du CHUV est pensée comme un espace de centralisation de différentes prises en charge transaffirmatives. La simplicité de suivi que devrait garantir une entité unique est largement mise à mal par des problèmes de communication récurrents à l'interne faisant reposer la charge du suivi sur les personnes trans.

La constitution du CHUV comme entité autonome l'amène à un repli sur lui-même, omettant les expertises externes – ignorant, par exemple, des diagnostics déjà établis par d'autres psychiatres. Pour le dire simplement, les membres du personnel hospitalier ne font confiance qu'à leurs propres services.

Le CHUV se distingue également par son positionnement comme lieu d'expertise. Pourtant, les compétences autoproclamées se caractérisent surtout par un protocole

daté qui se traduit en une rigidité et un contrôle vis-à-vis de ses patient·es trans. Ce protocole semble ne correspondre qu'à un type précis de transition : binaire. Cette orthodoxie protocolaire passe notamment par un contrôle psychiatriquant de l'accès aux soins qui rend l'ensemble du processus particulièrement infantilisant et violent.

Le protocole rigide ne constitue même pas un repère clair, puisque les patient·es ne sont souvent pas mis·es au courant, malgré leurs demandes, du nombre de rendez-vous qui seront nécessaires avant de pouvoir accéder à des soins, ni de quels délais d'attente sont prévisibles. Ces procédures, dont l'opacité est éloquent, semblent, avant tout, avoir comme effets de justifier des examens arbitraires et d'évacuer les critiques et les interrogations. Suivre le protocole se fait au détriment des patient·es.

Des délais prolongés pour accéder à des soins, des sous-dosages systématiques des hormones menant à des aggravations des symptômes dépressifs et des symptômes de ménopause (bouffées de chaleur, instabilité d'humeur, baisse de libido, douleurs, fatigue) et des chirurgies aux résultats questionnables sont autant de maltraitances médicales qui résultent de ce cadre. Ces violences illustrent l'opposition du

CHUV à des conceptions d'autonomie corporelle, puisque les mauvais traitements sont maintenus malgré des remises en cause des patient·es.

Nos perspectives militantes: un autre paradigme affirmatif et communautaire

N'ayant rien de thérapeutique, étant partielle, malveillante, transphobe et transmédicaliste [qui appréhende la transidentité comme une question médicale plutôt que sociale, nldr], la prise en charge au CHUV, par ses manquements, nous pousse à trouver nos propres ressources. Que ce soit en autonomisant notre accès aux connaissances techniques ou en créant des espaces de discussions communautaires, sortir des approches uniquement biomédicales et mécaniques semble essentiel pour renouveler la pensée sur le soin à partir de perspectives trans.

C'est justement l'enjeu de l'atelier qui se tiendra à l'université de printemps de solidaritéS : faire découvrir nos luttes trans sur le sujet de l'autonomie médicale, qui s'articulent autour des axes de dépathologisation, de dépsychiatisation, des savoirs communautaires et des projets autonomes d'auto-support.

Groupe de travail Trans de la Grève féministe Vaud



AND TO, monotype de l'artiste Mahalia taje Giotto dont le travail aborde les émotions d'un vécu trans.

PRÉSERVER NOS CONDITIONS D'EXISTENCE, UN ENJEU DE LUTTE SUR TOUS LES FRONTS

solidarités se définissant comme mouvement écosocialiste, un atelier de l'université de printemps abordera les implications de cette orientation. Un autre mettra en discussion les perspectives stratégiques de ces luttes telles qu'elles se déploient dans le monde occidental. Nous publions ici une contribution de Kelmy Matinez, membre des Grondements Des Terres et de solidarités.

Il est difficile de dater l'émergence des mouvements environnementaux tant l'histoire regorge d'exemples de populations s'élevant pour la préservation de leurs droits d'accès aux communs et contre la dégradation de leur environnement. Mais, il est indéniable que les années 70 marquent un tournant dans la conception de l'écologie politique telle qu'on la connaît aujourd'hui en Occident. Les acteurs-rices des luttes environnementales d'alors se réunissent notamment autour de la question de l'atome.

À titre d'exemple, Greenpeace naît en 1971 lorsque des militant-es embarquent dans un navire vers une zone d'essai nucléaire au large

de l'Alaska afin d'empêcher les essais de l'armée étasunienne.

Cette même décennie est marquée par un momentum écologique avec notamment la publication du premier rapport du Club de Rome sobriement intitulé *Les limites à la croissance (Rapport Meadows)*. Abordant la question des limites planétaires à l'aune des croissances économiques et démographiques, les scientifiques établissaient alors plusieurs scénarios dont la majorité mènent à un effondrement plus ou moins brutal de l'écosystème entraînant avec lui l'effondrement des sociétés industrielles et leurs modèles économiques avec.

C'est à la même période que naissent certains partis écolo-

gistes à l'image des Vert-es suisses qui parviennent à faire élire en 1977 le premier parlementaire national écologiste au monde. La gauche européenne s'empare elle aussi de la question environnementale et pose à ce moment-là les bases de l'écosocialisme. C'est dès cette époque qu'on perçoit les trois pôles qui façonnent l'écologie politique d'aujourd'hui : la société civile, les milieux scientifiques et la politique institutionnelle.

La fin des années 2010, émergence d'un nouveau front écologique

À la fin des années 2010 l'on assiste à un nouveau momentum dans l'écologie politique occiden-

tales. L'accord de Paris sur le climat de 2015 commande à un groupe onusien d'expert-es sur le climat un rapport spécial. Publié en 2018, il tire des conclusions alarmantes sur l'origine anthropique du dérèglement, ses enjeux et ses impacts.

Contrairement à de nombreux rapports vite passés aux oubliettes, celui-ci met un véritable coup d'accélérateur à deux mouvements émergents dans le monde occidental : Fridays for Future (les grèves scolaires pour le climat) et Extinction Rebellion, véritable bouffée d'air frais dans le large paysage des luttes environnementales.

Prenant le contre-pied du recentrage bourgeois et de la transformation technocratique en cours depuis les années 90, ces mouvements ont été structurants d'une nouvelle vague écologiste en Europe : plus jeune, plus féminine, plus intersectionnelle. Ils ont également contribué à ouvrir une fenêtre politique ayant poussé à la mise à l'agenda des enjeux environnementaux par les acteurs-rices du capitalisme globalisé.

Le renouvellement de l'écologie radicale par la question des communs

Les différentes phases de confinement liées à la pandémie du début des années 2020 et le *backlash* des milieux économiques et bourgeois laissent des traces auxquelles s'ajoute une certaine perte d'intérêt des masses populaires pour les manifestations de grande ampleur qui avaient marqué l'année 2019. Les mouvements écologiques nouvellement apparus ont pour certains décidé de laisser de côté l'aspect très (parfois trop) théorique des luttes pour le climat. Ainsi, ils renouent et remettent au goût du jour une stratégie historique des luttes environnementales en se focalisant à plus petite échelle contre de larges projets perçus comme inutiles et imposés.

Influencés par les milieux autonomes, libertaires et paysans, ce renouveau de l'écologie radicale prône la défense des communs face à l'accaparement des terres par de grands groupes industriels, le retour à une écologie de terrain et proche des populations (à l'image des soulèvements de la Terre et des Grondements Des Terres). En certains points, la stratégie de ce renouveau de l'écologie radicale évoque la mouvance altermondialiste des années 1990-2000 et laisse pleine l'interrogation de la suffisance des actions locales pour résoudre ce problème global.

Kelmy Martinez

Occupation du Bois de Ballens contre l'ouverture d'une carrière, juin 2024





Milos Bicanski / We Animals

Une ouvrière vérifie le bon déroulement de l'éviscération des poulets dans un abattoir-usine qui peut traiter 10 000 oiseaux par jour. Grèce, 2022.

Libération animale

Écologie

DANS LE REGARD TERRIFIÉ DES ANIMAUX: LE MATÉRIALISME

La domination des animaux non-humains est intrinsèquement liée à celle des humains par d'autres. Quelques aspects de cette relation avec Marco Maurizi, qui interviendra lors de l'atelier « Marxisme et cause animale » lors de notre université de printemps.

Ce qui me semble vraiment intéressant dans votre approche de la libération animale, c'est le rappel constant à situer historiquement les relations entre l'humain et la nature ainsi qu'entre l'humain et les animaux non-humains et également à évacuer les préoccupations morales. Un exemple frappant est lorsque vous affirmez que l'exploitation des animaux était une « nécessité historique ». Que faut-il comprendre par cela ?

Par « nécessité historique », je n'insinue pas que cette exploitation était éthiquement justifiée ou inévitable au sens métaphysique. Je suggère plutôt que l'exploitation des animaux est apparue dans des conditions matérielles et des relations sociales spécifiques qui l'ont rendue fonctionnellement nécessaire au développement de certains modes de production. Il s'agit là d'un point de vue historico-matérialiste : les formations sociales ne résultent pas de choix

moraux, mais des besoins structurels et des contradictions des sociétés humaines à différents stades de leur développement. Marx et Engels parlent souvent de « nécessité » dans ce sens, non pas pour excuser la domination, mais pour en comprendre les racines. Dans les sociétés de classes primitives, par exemple, la domestication et l'instrumentalisation des animaux ont joué un rôle clé dans la division du travail, l'accumulation des surplus et l'établissement de la propriété privée. Il s'agissait là de conditions matérielles préalables à la domination de classe, et l'exploitation des animaux s'y est intégrée.

Le but de cette analyse est de déplacer le discours d'un débat moral abstrait sur le comportement individuel vers une critique politique des structures socio-économiques qui produisent et entretiennent l'exploitation animale. Ce n'est qu'en historicisant ces relations que nous pourrions comprendre

comment les abolir, non pas par la culpabilité ou la pureté, mais par une transformation collective.

Y a-t-il des spécificités de l'exploitation animale sous le capitalisme ?

Oui, absolument. Le capitalisme n'est pas motivé par la production de valeurs d'usage, mais par la réalisation de valeurs d'échange. Cela signifie qu'il est structurellement indifférent à la nature spécifique ou à la subjectivité de ce qui entre dans ses circuits de valorisation – ce qui compte, c'est de savoir si quelque chose peut être abstrait, quantifié et rentabilisé. En ce sens, les animaux ne sont pas exploités pour ce qu'ils sont, mais parce qu'ils peuvent être transformés en marchandises porteuses de valeur.

C'est pourquoi la question de la libération des animaux doit être comprise comme inséparable du mode de production lui-même. Tant que le système économique reste organisé autour de la pro-

duction de valeur d'échange et de l'expansion sans fin des forces productives, la domination des animaux et de la nature persistera.

Vous citez Horkheimer : « La domination de la nature implique la domination de l'homme ». Comment fonctionne cette relation ?

Cette citation est cruciale pour comprendre la relation dialectique entre ce que lui et Adorno appellent la nature « extérieure » et la nature « intérieure ». La domination de la nature extérieure – animaux, écosystèmes, monde matériel – n'est jamais un simple acte technique ou instrumental. Elle implique toujours, et présuppose en fait, un processus d'auto-domination : la suppression de nos désirs, sensibilités et capacités relationnelles qui nous lient au monde non-humain. La « nature intérieure » fait référence à l'être humain en tant qu'être naturel – nos pulsions, nos affects, notre existence incarnée – et à la manière dont ceux-ci sont façonnés et réprimés au sein d'un ordre social donné.

Pour dominer le monde extérieur, les êtres humains ont d'abord dû se dominer eux-mêmes : discipliner les corps, fragmenter les perceptions, rationaliser les expériences. Ce processus, intensifié sous le capitalisme, conduit à une forme de subjectivité adaptée aux besoins de la production et du contrôle social, mais coupée du reste de la vie.

Encore une fois, la domination des animaux n'est pas une simple défaite éthique ; c'est un moment dans une dialectique plus large d'aliénation. Lorsque nous réduisons les animaux à des moyens de production, nous nous réduisons également nous-mêmes – notre nature profonde – à de simples instruments de travail et de production de valeur. Pour inverser cette logique, il faut non seulement libérer les animaux de l'exploitation, mais aussi récupérer la capacité humaine à établir des relations non instrumentales, affectives et réciproques avec le monde naturel. En d'autres termes, il s'agit de transformer la nature extérieure et intérieure.

Propos recueillis par Niels Wehrspann
Version longue sur notre site



Marco Maurizi,
*Beyond Nature,
Animal Liberation,
Marxism, and Critical
Theory*, Leyde, 2021
(en anglais)

LE MOTEUR IMPÉRIAL DU FASCISME

L'extrême-droite progresse partout dans le monde. Face à cette dynamique, la gauche s'écharpe notamment sur la bonne manière de la qualifier : certaines franges posent le mot de *fascisme*, quand d'autres considèrent qu'une telle qualification manque de lucidité. Certains cadres analytiques peuvent peut-être permettre de sortir de ce débat miné et seront discutés lors d'une plénière de notre université de printemps.

Dans un certain nombre de pays, l'extrême droite est aujourd'hui installée au gouvernement – à sa tête ou dans une coalition. Lorsqu'elle n'a pas formellement accédé au pouvoir, son hégémonie idéologique sur le débat public tire (encore plus) vers la droite une classe dirigeante radicalisée par la crise généralisée du capitalisme. À gauche, un vif débat s'est alors ouvert concernant la bonne manière de qualifier cette dynamique : est-il pertinent de parler de fascisation, voire de fascisme ?

Le débat pourrait sembler n'être que théorique, voire sémantique. En réalité, l'usage du terme *fascisme*, comme son refus, dessinent des perspectives politiques. Réduire le désaccord à sa seule dimension historico-théorique masque en effet la dimension affective et mobilisatrice du concept de fascisme lui-même pour une partie de notre camp.

Faiblesse des approches analogiques

Pour déterminer le caractère fasciste (ou non) de l'extrême droite contemporaine, l'histoire est souvent convoquée pour servir de référence. La démarche est alors analogique : il s'agit d'identifier les continuités et discontinuités entre fascismes historiques et formes contemporaines de l'extrême droite. Le remplissage d'un certain nombre de critères historiquement déterminés serait ainsi nécessaire pour qu'il apparaisse pertinent

de qualifier comme fascistes des forces politiques contemporaines. La mobilisation de l'histoire du fascisme est évidemment nécessaire, mais son caractère généralement analogique mine d'emblée tout débat sur l'existence potentiel d'un fascisme de notre temps. Aucun consensus ne peut effectivement être trouvé dans l'établissement de « critères » du fascisme – leur nombre comme leurs modalités de remplissage pouvant être débattus sans fin.

Penser le fascisme, au passé comme au présent, nécessite plutôt de considérer la dynamique dans laquelle il s'inscrit, c'est-à-dire de le rapporter à son contexte plutôt que le figer dans ses formes historiques. La société des années 1920 et 1930 étant radicalement différente de la société d'aujourd'hui, l'impossibilité d'une reproduction à l'identique du fascisme est une évidence dont il n'est pas possible de se satisfaire.

Nouveau contexte, nouveau fascisme

Le caractère matérialiste d'une analyse réside toujours dans l'ajustement de ses catégories plutôt que dans leur fétichisation. Le cas du fascisme n'échappe pas à la règle : pour le penser dans son contexte, encore faut-il mettre en évidence les caractéristiques de ce dernier. S'il est impossible de proposer ici un panorama global de la société contemporaine, deux éléments saillants méritent d'être mentionnés afin de penser le « nouveau » fascisme –

au-delà d'une certaine continuité idéologique sur la régénération nationale, qu'elle soit formulée en termes raciaux ou culturels.

L'analyse marxiste du fascisme comme produit du capitalisme permet de caractériser sa dynamique : au siècle dernier comme aujourd'hui, celui-ci s'enracine dans une profonde crise économique. Pourtant, le capitalisme a connu de profondes mutations lors de la centaine d'années qui sépare les deux situations.

D'une part, l'économie mondiale a fait l'objet d'un processus de transnationalisation au cours des quarante dernières années : l'État-nation apparaît de moins en moins comme le principal cadre d'organisation de l'économie, les capitalistes collaborant désormais directement sur des marchés excédant le pouvoir régulateur national – lequel apparaît aujourd'hui affaibli face à la puissance du capital, alimentant ainsi une certaine crispation nationaliste.

D'autre part, la structure de classe elle-même a été radicalement transformée. L'antagonisme historique entre bourgeoisie et prolétariat n'a pas disparu, mais il s'est complexifié objectivement – avec le développement notable d'une « classe d'encadrement » composée d'agent-es subalternes de la domination du capital – et subjectivement – par la critique de l'identité ouvrière, masculine et blanche promue par le mouvement ouvrier traditionnel. La société capitaliste

apparaît ainsi comme particulièrement atomisée, faisant ainsi de la « nation » l'un des seuls marqueurs identitaires auquel se raccrocher.

Dans les années 1920 et 1930, le mouvement ouvrier constituait le principal adversaire du mouvement fasciste dans l'arène politique. Ce dernier s'est alors construit sur le plan organisationnel contre le spectre de la révolution et du socialisme qui hantait encore l'Europe. La rétraction du mouvement ouvrier et l'avènement du néolibéralisme depuis les années 1980 changent radicalement les coordonnées politiques de la période. Leur principal rival dans l'arène politique étant désormais le néolibéralisme, ce sont avant tout des éléments idéologiques et discursifs de ce dernier que les forces fascistes vont chercher à digérer et reformuler à l'aune de leur projet de régénération nationale.

Ce nouveau contexte politique interdit toute fétichisation des formes historiques des régimes fascistes, qui n'étaient que la matérialisation historiquement située d'un certain rapport de force spécifique qui n'a plus cours. Il s'agit alors davantage de porter le regard sur le type de réaction politique que représente le fascisme.

Inscrire le fascisme dans l'histoire longue de l'impérialisme

Suivant les travaux sur le « *fascisme tardif* » d'Alberto Toscano, une analyse inscrite dans la longue

durée est peut-être préférable aux analogies historiques. Comme d'autres, le théoricien italien caractérise certes la montée du fascisme comme un produit de la crise du capitalisme, mais il va plus loin en montrant que cette crise elle-même découle d'une forme de déclasserement impérial.

Hier comme aujourd'hui, les capitaux occidentaux verraient effectivement leur hégémonie mondiale être contestée, menaçant le bon accroissement des profits. Du côté de la base sociale fasciste, le mode de vie impérial qui repose structurellement sur l'échange inégal à l'échelle mondiale, c'est-à-dire sur l'exploitation asymétrique des ressources naturelles, du travail et des capacités de régénération écologique du reste du monde – serait également menacé. Il ne s'agit pas d'identifier une *continuité* entre fascismes historiques et contemporains, mais plutôt d'insister sur le fait qu'ils s'enracinent dans une histoire commune, celle de l'impérialisme occidental.

Ce geste permet de désingulariser certaines formes spécifiques du fascisme historique. Pour refuser l'existence d'un fascisme contemporain, l'absence de milices organisées est souvent mise en avant. Une approche analogique considère effectivement un tel critère comme essentiel, tout en l'appréhendant de manière figée. Au contraire, l'inscription du fascisme dans l'histoire longue de l'impérialisme permet de montrer que la forme même du parti-milice trouve sa source dans la violence coloniale européenne de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle. Elle s'opposait aussi à la puissance du mouvement ouvrier traditionnel, qui s'appuyait lui aussi sur des franges paramilitaires.

Aujourd'hui, l'exercice fasciste de la violence raciale s'inscrit dans un autre contexte impérial, marqué par le capitalisme globalisé – ainsi que la faiblesse d'un mouvement prolétarien organisé. Ses sources se trouvent donc davantage dans la répression policière (dont les moyens techniques se sont grandement accrus lors du dernier siècle), la violence aux frontières et l'incarcération de masse.

Hier comme aujourd'hui, la violence fasciste ne se caractérise donc pas par un changement de nature, mais plutôt par un changement d'échelle et une institutionnalisation d'autant plus importante de formes de violence étatique pré-existantes.



Carnaval populaire et d'eter, Lausanne, 22 mars 2025

Fascisme mondial ou fascisation du monde ?

La crise de l'hégémonie impériale des puissances occidentales nourrit ainsi la montée de mouvements fascistes, voire fascistes, au sein de leurs régimes libéraux. Par-delà les spécificités nationales, cette dynamique peut apparaître comme un véritable rouleau compresseur. Au sein d'une partie de la gauche, le spectre d'un « fascisme mondial » entretient ainsi des inquiétudes légitimes, mais trompeuses sur la véritable nature de l'ennemi auquel nous faisons face. Cette formule laisse effectivement penser qu'un régime transnational serait en train de se constituer à l'échelle de la planète, par la collaboration des extrêmes droites au-delà des frontières nationales au sein desquelles elles opèrent traditionnellement.

Malgré certaines apparences, aucun « fascisme mondial » ne se profile. L'identification courante d'une « internationale fasciste » participe notamment de la confusion. Un certain nombre de dirigeants d'extrême droite, ayant ou non accédé au pouvoir, semblent

effectivement se soutenir dans la conquête du pouvoir – comme en témoigne par exemple l'implication d'Elon Musk dans les récentes élections fédérales allemandes. Toutefois, cette collaboration n'a rien de définitif : les gouvernements fascistes, voire fascistes, gardent la défense des intérêts suprêmes de la nation comme raison d'être.

Porter le regard sur la politique impériale des gouvernements fascistes permet d'y voir un peu plus clair. Dès son retour au pouvoir, Donald Trump a radicalement réorienté l'impérialisme étasunien en revenant à une forme particulièrement stricte d'unilatéralisme. Le retrait des États-Unis d'un certain nombre de cadres internationaux de collaboration se fait effectivement au nom du slogan *America first* qui témoigne de la primauté des intérêts étasuniens sur tout autre rationalité politique. La prise du pouvoir par l'extrême-droite au sein d'États européens apparaît alors comme une donnée relativement secondaire, qui n'infléchira pas la vassalisation du Vieux continent que visent Donald Trump et son gouvernement. Leurs revire-

ments sur la question des taxes douanières participent de la même stratégie impérialiste visant à raffermir la puissance des capitaux américains dans l'économie mondiale, dans une guerre commerciale contre la Chine. Le piétinement de l'Ukraine doit également être lu à cet aune : le sort du peuple ukrainien n'est que secondaire pour le pouvoir étasunien, qui privilégie la négociation avec le Kremlin pour tirer profit de l'agression russe. Ces exemples sont des facettes d'un seul et même unilatéralisme aux accents fascistes.

Le risque auquel nous faisons face aujourd'hui n'est pas celui d'un « fascisme mondial » mais plutôt celui d'une fascisation du monde : les extrêmes droites fascistes se soutiennent dans la conquête du pouvoir, mais leurs affinités idéologiques ne les conduiront pas nécessairement à collaborer dans une seule et même direction politique. Sans surprise, leur attelage apparaît donc profondément instable, sclérosé par la concurrence capitaliste-impériale dont mouvements et régimes fascistes sont le produit.

Antoine Dubiau

À LA CROISÉE DU MARXISME ET DE LA TRADITION RADICALE NOIRE

En Europe, la lutte contre le capitalisme reste souvent considérée comme neutre sur le plan racial. Dans sa nécessaire exploitation de la force de travail des prolétaires, le capital ne ferait pas de différence entre les personnes blanches et racisées. Sur d'autres continents, le traitement marxiste des inégalités raciales est très différent et riche d'enseignements pour les luttes antiracistes. Entretien sur le sujet avec Anouk Essyad, militante à solidarités Vaud.

Comment expliques-tu que le livre *Marxisme noir* de Cedric Robinson, publié depuis plusieurs décennies en anglais, n'ait été traduit que récemment ?

Je pense que ça renvoie à une friolité du mouvement ouvrier, politique et syndical francophone à aborder la question raciale et coloniale sous un angle matérialiste. Si on prend l'exemple de la France, c'est vrai qu'on peut observer que la tradition marxiste et la tradition anticoloniale avancent de manière

relativement séparée dans leurs élaborations théoriques. Cette traduction dénote aussi d'une victoire des luttes antiracistes et des immigrations post-coloniales, qui ont su imposer la question raciale comme un enjeu du mouvement social dans son ensemble.

Dans son ouvrage, Cedric Robinson théorise le concept de « capitalisme racial » : quel est l'apport de ce concept, tant sur le plan théorique que pour nos pratiques militantes ?

Avec le concept de « capitalisme racial », Robinson montre que la racialisation coloniale n'est pas une dérive ou un ajout secondaire, mais bien une dimension constitutive du capitalisme tel qu'il s'est formé en Occident, en produisant et en reproduisant un ordre social fondé sur la race et le colonialisme. Selon moi, les apports de ce concept – et plus généralement de la tradition politique du marxisme noir – sont vraiment centraux pour comprendre à la fois la segmentation raciale des classes populaires en Europe, mais aussi le capitalisme tel qu'il se déploie dans les pays du Sud global.

Sur le plan théorique, le travail de Robinson invite à décentrer certaines catégories du marxisme pour les rendre opérantes face à la réalité sociale et matérielle des non-blanc-hex en Europe et dans les pays du Sud global. Il montre notamment que la classe est profondément racialisée : les divisions raciales et les rapports de domination liés à la race sont ancrés dans des conditions matérielles concrètes, rendant illusoire l'idée d'une classe ouvrière homogène, unifiée par des conditions d'existence et des intérêts communs.

On le voit dans la division raciale du travail, où les personnes non-blanches sont assignées aux tâches les plus douloureuses et les moins rémunérées, voire sont exclues du marché au travail légal. On peut aussi penser à la discrimination au logement et à la ghettoïsation des populations issues de l'immigration postcoloniale en Europe dans des quartiers pollués et marginalisés. Cette analyse montre que le racisme est un enjeu matériel, qu'il accorde des avantages structurels aux travailleur·se·s blanc-hex. C'est ce qui conduit Stuart Hall à

définir la race comme une modalité d'expérience de la classe : on ne peut penser la classe de façon absolue, sans tenir compte des réalités raciales.

Cela ne relève pas uniquement de la théorie : des questions stratégiques se posent. Il ne suffit pas de déclamer l'unité du prolétariat, mais il faut s'attaquer à la racine de la division raciale du mouvement ouvrier et des classes populaires. En tant que militant·e·s du Nord global, il nous faut considérer des enjeux comme les violences policières ou les violences carcérales, qui visent principalement les hommes non-blancs, comme des attaques contre notre classe, ce que ne fait pas le marxisme européen « traditionnel ». Elles permettent en effet la reproduction d'une division raciale du travail, en excluant ces personnes du salariat.

En quoi le marxisme noir permet-il de dépasser les impasses des conceptions morales du racisme ou d'une certaine marginalisation de la question raciale par certaines traditions marxistes ?

Le marxisme noir permet de concevoir la question raciale de manière politique et matérialiste. La race n'est alors pas uniquement perçue comme une affaire de domination interindividuelle, mais comme un enjeu politique global contre lequel les organisations politiques et syndicales doivent se mobiliser. C'est une lutte qui doit également impliquer des organisations majoritairement blanches, comme la nôtre, car, au-delà du fait que le racisme constitue une violence monstrueuse et amoral, c'est un enjeu stratégique.

Plus largement, c'est notre tâche à nous, militant·e·s du Nord global, d'aller dans les organisations politiques et syndicales traditionnelles et les mouvements sociaux pour y pousser une orientation anti-impérialiste et antiraciste. Concrètement, cela peut signifier intervenir dans les syndicats pour y construire une lutte anticarcérale et une lutte contre le système « d'asile » raciste.

Sur la fiscalité des multinationales, il ne s'agit pas seulement de demander qu'elles soient davantage taxées pour financer nos services publics, mais surtout de veiller à ce que cet argent revienne aux peuples du Sud global. Ainsi, les organisations anticapitalistes doivent considérer les questions raciales et anti-impérialistes comme des questions de classe d'une centralité politique et stratégique absolues.

Propos recueillis par Lola Crittin

Manifestation contre les violences policières, Lausanne 13 juillet 2024





Manifestation contre l'extrême droite, Paris 15 juin 2024

En mouvement France

LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE: UN FRONT UNIQUE ANTIFASCISTE TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Près d'un an après la constitution du Nouveau Front Populaire pour faire face à la menace d'extrême-droite que représente le Rassemblement National, nous avons sollicité nos camarades du NPA pour revenir sur cette expérience politique. Ce texte propose des éléments de discussion pour l'atelier consacré à ce sujet de notre université de printemps.

Au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale, annoncée le 9 juin 2024 par Macron, la création du Nouveau Front Populaire a constitué une avancée majeure. D'abord, parce que si le NFP a pris la forme d'un accord d'appareil, le processus qui lui a donné naissance est parti de la base. Alors les observateur·ices annonçaient la victoire du RN aux élections législatives qui devaient se tenir trois semaines seulement après la dissolution, c'est de manière spontanée que les manifestant·es qui se rassemblaient alors un peu partout en France se sont adressé·es aux appareils de la gauche.

Au cri de « *unissez-vous* », iels ont fait appel au souvenir des manifestations qui s'étaient tenues au lendemain de [la manifestation fascisante du 6] février 1934,

lorsque la gauche s'unifiait face à la menace fasciste, pour exiger la mise en place d'un nouveau « Front populaire » antifasciste. Réunis sous la pression des manifestant·es qui entouraient leurs permanences, les directions des grands partis de gauche ont été contraintes en 48 heures d'élaborer un accord de rassemblement pour les législatives et un programme d'urgence.

Par ailleurs, si le NFP pouvait paraître comme un front confus, allant de Poutou à Hollande, il s'est toutefois constitué sur des bases radicales. S'il a fallu donner au PS ce qui l'intéressait, autrement dit des dizaines de circonscriptions gagnables, l'accord s'est en effet réalisé sur les bases politiques de la France insoumise, autrement dit sur un programme de réformisme

radical. Le programme du NFP prévoyait ainsi que les revendications portées par les récentes luttes seraient immédiatement satisfaites : abrogation de la réforme des retraites, augmentation de 10 % des salaires dans la fonction publique, etc. Par ailleurs, il prévoyait des réformes structurelles, qui devaient revenir sur les réformes libérales, tout en mettant en place une série de mesures écologiques, antiracistes et de justice sociale.

Surtout, le NFP a fait la preuve de son utilité, puisqu'il a permis de mettre en échec ce qui était annoncé par tous les instituts de sondage : l'arrivée au pouvoir du Rassemblement National. Porté par la dynamique unitaire et un réel enthousiasme populaire, le NFP a fait le plein des voix, permettant à la gauche d'arriver en tête des suf-

frages, d'emporter plus d'un tiers des sièges et surtout de mettre en échec le RN que Macron était en train de porter au pouvoir.

Dans chaque circonscription, des centaines de militantes et de militants de toutes les organisations de gauche se sont rassemblé·es avec des citoyen·nes jusque-là non engagé·es, pour consacrer toute leur énergie à barrer la route aux fascistes. Alors que la gauche française n'a cessé ces dernières années d'accumuler défaites et trahison, le NFP a fait la preuve que la gauche pouvait l'emporter sur une base de rupture politique.

Sans surprise, les institutions antidémocratiques de la V^e République française ont permis à la bourgeoisie de conserver le pouvoir. Battus à plate couture, aux européennes comme aux législatives, les macronistes ont réussi un hold-up institutionnel, qui leur a permis de continuer à gouverner, tout en étant minoritaires. Après avoir passé tout l'été sans gouvernement, Macron a finalement remis à l'automne ses amis au pouvoir, sans que la gauche ne puisse trouver les forces pour s'y opposer.

Sitôt l'élection finie, les grands partis de gauche se sont en effet tous mis d'accord sur un point : il était temps que les affaires reprennent et que les militant·es rentrent chez elleux. Les grands partis ont tout fait que les comités de base cessent d'exister et si certains existent encore aujourd'hui, ils n'ont pas pu se coordonner sérieusement à l'échelle nationale, en raison de l'hostilité des appareils à toute auto-organisation de la base. Dans ce contexte, il n'a pas été possible d'offrir une résistance sérieuse aux manœuvres de Macron et les appareils se sont divisés, en raison des stratégies rivales qu'ils mettaient en œuvre pour préparer l'élection présidentielle de 2027.

Si la dynamique populaire du NFP est aujourd'hui très affaiblie, elle est toutefois loin d'être morte. Et cela pour une raison simple : il n'existe pas d'autre outil susceptible d'empêcher le RN d'arriver au pouvoir. Dans un contexte où le pouvoir macroniste a perdu toute légitimité, où le gouvernement ne tient qu'à un fil et où, dès l'été prochain, une nouvelle dissolution deviendra possible, le NFP constitue un front de résistance indispensable. S'il est pour le moment mis au tapis, il peut à tout moment renaître de ses cendres, dès lors que la menace fasciste prendra de nouveau corps.

Laurent Ripart membre de la direction du NPA

EMPRISONNEMENT NOSTALGIQUE OU OUTIL POUR L'AVENIR? LE RÔLE POLITIQUE DES ARCHIVES MILITANTES

Frédéric Deshusses, archiviste aux Archives contestataires interviendra à notre université de printemps 2025 sur les questions de transmission des luttes. Nous revenons ici, en préambule, sur sa conception du rôle politique des archives militantes et sur le type de lien à entretenir avec le passé afin de ne pas s'y enfermer, mais d'y puiser des ressources pour l'avenir.

Quel est le rôle politique d'archives militantes telles que les Archives contestataires?

Dans Le 18 brumaire de Louis Bonaparte, Marx écrit : « *La révolution sociale du XIX^e siècle ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé.* » Cette formule attire notre attention sur le poids considérable que peut constituer la mémoire des luttes pour les générations militantes nouvelles.

Ce que permettent les archives, c'est d'instaurer un rapport lucide et distancé au passé, de questionner les regrets et la nostalgie et d'alléger le poids du passé. À cette condition, la comparaison avec le présent devient éventuellement fructueuse, car recontextualisée, appuyée sur des documents qui en disent souvent plus que les témoignages. Ce qui serait souhaitable, c'est que les archives que nous conservons permettent de se projeter vers l'avenir plutôt que de nous tirer vers le passé. C'est ce que dit Marx lorsqu'il écrit « liquider toute superstition à l'égard du passé ». Il n'appelle pas à faire table rase, malgré les paroles de la fameuse chanson, mais à construire un rapport lucide et rationnel avec le passé.

Je suis très frappé par des reprises folkloriques de signes militants des années 1960-1970 dans certains secteurs militants actuels. Ce sont des tentatives de « tirer sa

poésie du passé », selon l'expression de Marx. Dans le même sens, le terme de « désindustrialisation » et ses usages politiques me semblent toujours sujets à caution, parce qu'ils impliquent un rapport nostalgique à un état révolu du mouvement ouvrier. En termes d'institutions mémorielles, cela produit des lieux où l'on va folkloriser les machines, les grandes réussites industrielles, mais desquels la conflictualité est complètement écartée.

Est-ce que tu as des exemples inverses où une rupture radicale avec d'anciennes formes de militantisme est revendiquée?

L'initiative de la création des Archives contestataires revient d'une part à d'anciennes militantes du Mouvement de libération des femmes de Genève et d'autre part à d'anciennes et anciens militant-es du Mai 68 genevois. Il y a un paradoxe remarquable dans cette situation, car, dans les deux cas, ce sont des mouvements qui semblent faire table rase du passé.

Les militant-es des années 68 rompent souvent de façon spectaculaire avec les formes politiques qui les précèdent. D'un côté, ce sont toutes les ruptures avec le Parti du Travail ; de l'autre, ce sont des ruptures avec ce qu'il est convenu d'appeler la première vague féministe. Pourtant, une grande partie de ces militant-es sont aujourd'hui très soucieuses et soucieux de la pérennité historique et mémorielles de

leurs propres luttes et de la transmission de celles-ci. Il y a là un paradoxe : on est très attentives et attentifs à la pérennité de la mémoire de mouvements qui se sont construits en rupture radicale avec ceux qui les ont précédés.

Si on examine un peu l'histoire des années 1950, on observe que cette rupture n'est pas aussi importante que ce que les mouvements mettent en scène autour de 1968. Sarah Kiani montre qu'en Suisse la notion de vagues, c'est-à-dire de générations militantes successives, fonctionne mal pour le féminisme. Hadrien Buclin et Lucas Federer repèrent également des continuités fortes respectivement dans les mouvements antinucléaires et dans le mouvement trotskyste.

Pour autant, la lecture des documents produits autour de 1968 indique que les mouvements tirent une partie de leur puissance instituante de la rupture qu'ils affirment avec le passé de leur propre camp. Dans les tracts des débuts du MLF, on lit beaucoup que « les femmes n'ont pas d'histoire ». C'est une manière de souligner leur statut de groupe dominé, privé d'une histoire propre, mais c'est aussi une manière de relativiser l'héritage des mouvements antérieurs.

Comment lire les luttes passées selon toi? La dichotomie succès/échec est-elle pertinente pour inspirer les luttes actuelles?

Les catégories du succès ou de l'échec sont très difficiles à mani-

puler. Bien sûr, ce sont des catégories obsédantes quand on regarde en arrière, on se dit « ça, ça a marché ; ça, ça n'a pas marché ». Si on regarde le mouvement ouvrier et la période qui est considérée comme son moment glorieux, c'est-à-dire entre la toute fin du 19^e et les années 1970, on va dire « là, ça marche, c'est des grosses organisations, le mouvement a une vraie force, il fait entendre sa voix, etc. ».

Pour autant, c'est un mouvement qui met de côté les travailleur-euses soi-disant non qualifié-es, qui met de côté les femmes, qui met de côté les étrangères et les étrangers. Donc oui, il y a des succès matériels, une amélioration des conditions de vie, salariales, etc. Mais ce succès doit aussi être nuancé. On doit aussi s'interroger sur ses conditions de possibilité et voir qu'un certain nombre de réalisations de ce mouvement fort et glorieux n'étaient précisément pas très glorieuses. Ces aspects-là sont, je crois, plus faciles à appréhender par les archives que par les témoignages.

Justement, quel est l'avantage de travailler avec des archives plutôt que d'autres types de sources, tel que les entretiens/témoignages oraux?

En entretien, l'interprétation des acteur-ices est souvent dictée par des impératifs du moment où l'entretien est fait. Les catégories de succès et d'échecs saturent les discours, mais elles sont souvent

plus en lien avec le présent – le moment de l’entretien – qu’avec le passé. Le travail sur la base d’archives n’échappe pas à ce risque, mais l’archives introduit une distance qui est au contraire atténuée par l’effet de réel que produit le témoignage. Je ne veux pas non plus donner l’impression de répudier le travail de légitimation de l’histoire orale qui a été accompli au 20^e siècle. Le témoignage est capital pour l’écriture de l’histoire dans beaucoup de configurations où les documents font l’objet de destructions systématiques ou ne peuvent tout simplement pas être produits.

S’agissant des militant-es des années 68, la production de témoignages est importante. Rien que pour la Suisse, on peut penser au livre de Maryelle Budry et Édmée Ollagnier sur le MLF genevois ; à celui de Heinz Nigg sur des militant-es des mouvements de 68 ; aux Bistrot Psy’ animés par Maryelle Budry ; aux entretiens conduits par les étudiant-es de Jean Batou à l’UNIL ; à la récolte de témoignages de militant-es de la LMR par l’Association pour l’étude de l’histoire du mouvement ouvrier, mobilisés pour le livre de Jacqueline Heinen, ou enfin et tout récemment le projet Mémoire LMR/ *Erinnerungen RML* Biel/Bienne. Toutes ces publications sont basées sur des témoignages et l’initiative en revient à des militant-es des mouvements. Ce sont des documents précieux, mais comment les mobiliser ? Est-ce que ce sont des galeries d’exemples à suivre qui construisent la vertu politique par l’observation de personnalités exemplaires ? Je pose la question de façon un peu provocante, mais je crois que c’est une discussion qui devrait avoir lieu.

La nostalgie folklorique, même mythifiée, dont tu parlais plus tôt, peut-elle néanmoins avoir un rôle de mobilisation pour les luttes actuelles ?

Je suis assez réservé vis-à-vis des usages du passé qui consistent à produire des grands récits soi-disant mobilisateurs. Je donnerais l’exemple d’une certaine veine du cinéma français qui produit des films comme *Mélancolie ouvrière* de Gérard Mordillat (2018) ou *La Sociale* de Gilles Perret (2016). Ils donnent une vision très héroïque du mouvement ouvrier traditionnel autour, respectivement, des figures de Lucie Baud et d’Ambroise Croizat.

Mobiliser autour de figures héroïques ou exemplaires reconduit une mémoire politique qui a longtemps été celle de la bourgeoisie et

qui était aussi très en vogue dans le monde soviétique : la mémoire de figures exceptionnelles. Est-ce que les militant-es d’aujourd’hui ont encore besoin de ces vies de saint-es ? Il y a aussi un risque de démobilitation : on ne peut jamais être à la hauteur des militant-es érigés en modèles. Tout se passe comme si les vies de Baud et de Croizat n’étaient tendues que vers l’accomplissement de leur destin historique. Il et elle deviennent des militant-es abstraits inatteignables et ça peut être décourageant.

Existe-t-il d’autres moyens de dialoguer avec cette nostalgie ?

Aux Archives contestataires, on croit beaucoup à un dialogue entre passé et présent. Le 22 mars dernier, nous

avons organisé une soirée-débat sur la contre-expertise militante dans le cadre des journées antiracistes de l’Alliance Justice for Nzoy. L’idée était de revenir sur deux cas du passé : Patrick Moll, abattu par des flics vaudois en 1974, et Alain Urban, mort à l’hôpital psychiatrique de Bel-Air en 1980 à cause du traitement qui lui avait été infligé.

L’historienne Alix Heinger et ma collègue Géraldine Beck ont évoqué Patrick Moll dans une perspective historique. Alain Riesen a témoigné de la mobilisation qui a suivi la mort d’Alain Urban, à laquelle il avait pris part. Enfin, on a fait dialoguer ces cas du passé avec la contre-expertise militante menée dans le cas de la mort de Roger Nzoy Wilhelm. On voit que le rapport passé-présent se déploie de façon complexe,

sur plusieurs niveaux et qu’aucun statut n’écrase les autres, ni celui de témoin, ni celui d’expert-es. C’est un effort constant de maintenir cette complexité. Ça suscite toujours des discussions et des débats animés dans notre équipe de travail et avec notre comité. Ça maintient un rapport tendu entre passé et présent, qui est moins confortable que la mythologie, mais qui est, à mon avis, plus productif.

Propos recueillis par Clément Bindschaedler ■



Frédéric Deshusses, *L’adieu au plomb. La Fédération suisse des typographes et le changement technique (1950–1980)*, Lausanne, Éditions d’En-Bas, 2024



Affiche de L’Anti-congrès des femmes de 1975. Celui-ci est un moment d’affirmation spectaculaire de la rupture avec le mouvement féministe de la « première vague ».

solidaritéS

449

9 05
2025

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous!

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

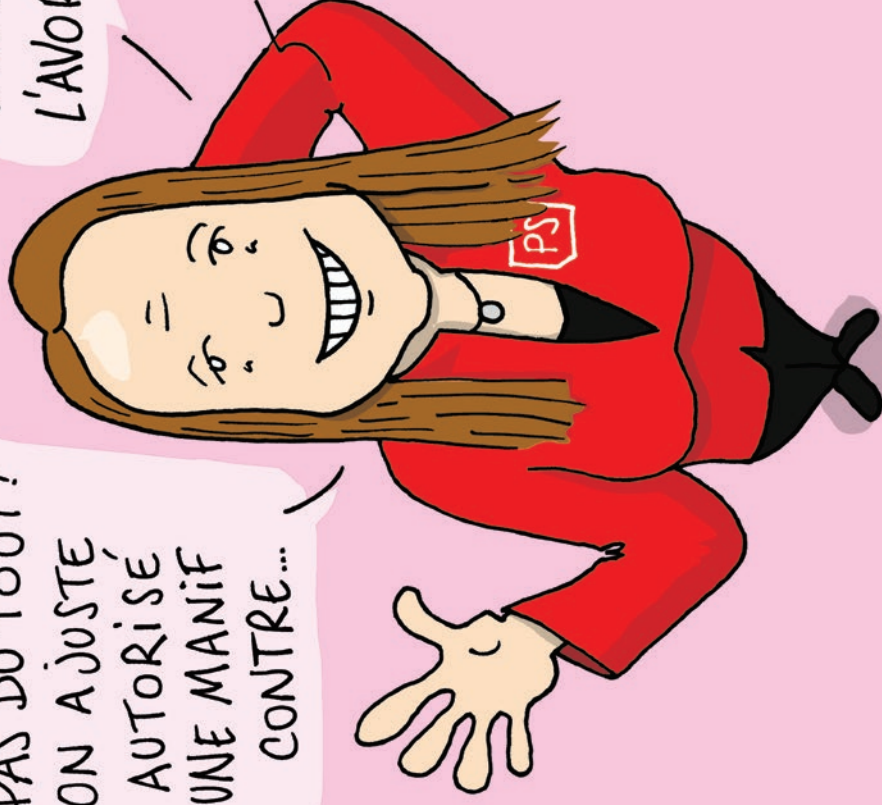
3	Monde du travail Paix du travail et concordance politique, une recette durable	4-5	International Chine/États-Unis: le capitalisme contre la mondialisation	6	Féminisme Travail reproductif: un enjeu féministe au cœur des mobilisations	7	Queer Luttes trans pour l'autonomie médicale: le cas du CHUV	8	Écologie Préserver nos conditions d'existence, un enjeu de lutte sur tous les fronts	9	Libération animale Dans le regard terrifié des animaux: le matérialisme	10-11	International Le moteur impérial du fascisme	12	Racisme A la croisée du marxisme et de la tradition radicale noire	13	En mouvement Le Nouveau Front Populaire: un front unique antifasciste toujours d'actualité	14-15	Histoire Emprisonnement nostalgique ou outil pour l'avenir? Le rôle politique des archives militantes
----------	------------------------------------------------------------------------------------------	------------	-----------------------------------------------------------------------------------	----------	---------------------------------------------------------------------------------------	----------	------------------------------------------------------------------------	----------	------------------------------------------------------------------------------------------------	----------	-----------------------------------------------------------------------------------	--------------	--------------------------------------------------------	-----------	------------------------------------------------------------------------------	-----------	------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------

À L'ENCOUNTER DE LA LOI SUR LA LAÏCITÉ,
LE CONSEIL D'ÉTAT GENEVOIS
AUTORISE DES INTÉGRISTES CATHOLIQUES
À PRIER DANS L'ESPACE PUBLIC.

PAS DU TOUT!
ON A JUSTE
AUTORISÉ
UNE MANIF
CONTRE...

... LE DROIT À
L'AVORTEMENT...

OUPS...



MASINO.